

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETE
ET DE LA LEGALITE
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

DCL / BREN / 2018-283. 1

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

FAYENCERIE DE DIGOIN
28, rue de la Faïencerie
71160 DIGOIN

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 181-3, L. 511-1, R.511-9, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 6 janvier 1983 autorisant la SA FAYENCERIES DE SARREGUEMINES-DIGOIN-VITRY-LE-FRANCOIS à exploiter des installations de production d'articles ménagers en céramiques sur le territoire de la commune de DIGOIN ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11-02867 du 14 juin 2011 imposant la réalisation de 6 campagnes de surveillance des rejets « aqueux » dans le cadre de la recherche de substances dangereuses dans l'environnement ;

VU la déclaration de la société « FAYENCERIE DE DIGOIN » en date du 13 janvier 2016 demandant le transfert à son profit de l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication d'articles ménagers en céramique exploitée par la société SARREGUEMINES VAISSELLE sur le territoire de la commune de DIGOIN ;

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré à la société « FAYENCERIE DE DIGOIN » par le préfet de Saône-et-Loire en date du 17 février 2016 ;

VU le rapport du 6 août 2018 de l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, faisant suite à l'inspection des installations du 27 juin 2018 ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 6 août 2018 dans le respect des dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur ce projet ;

CONSIDÉRANT l'annexe I à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 6 janvier 1983 susvisé qui fixe les installations autorisées à être exploitées et classées selon la nomenclature applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement en vertu du R. 511-9 du code de l'environnement susvisé ;

CONSIDÉRANT que les rubriques visées dans l'annexe I pré-citée ont été modifiées, voire supprimées et n'apparaissent plus comme pertinentes et représentatives en vu d'établir la situation administrative de l'établissement « FAYENCERIE DE DIGOIN » au regard des évolutions introduites par la réglementation depuis 1983 ;

CONSIDÉRANT que cette situation démontre que les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 6 janvier 1983 susvisé ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 6 janvier 1983 susvisé qui prévoient que les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et que les modifications doivent être portées à la connaissance de l'autorité compétente avec l'ensemble des éléments d'appréciation ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation observées le 27 juin 2018 n'apparaissent plus en phase avec les données contenues dans l'arrêté préfectoral d'exploitation et notamment :

- la disparition des dépôts de charbon à l'air libre sur site (*annexe à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral de 1983 susvisé*) ;

- le classement désuet des installations au titre de rubriques de la nomenclature aujourd'hui supprimées ou modifiées ou référencées selon de nouveaux critères (*ex. : volume, tonnage, surface, capacités, quantités...*) ayant été modifiés du fait de l'évolution de la réglementation ;

- l'existence de prescriptions concernant des installations ayant été modifiées (*ex. : chaudières fonctionnant au charbon et stockage de charbon*) ;

CONSIDÉRANT que cette situation démontre que les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 6 janvier 1983 susvisé ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions il est nécessaire que l'exploitant actualise l'ensemble des données d'exploitation de son site afin de s'assurer que les prescriptions qui lui ont été imposées en 1983 demeurent cohérentes, adaptées et de nature à préserver les intérêts visés aux articles L. 181-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 6 janvier 1983 susvisé qui prévoient : que le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas, ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement. En particulier, les déchets toxiques ou polluants doivent être traités de façon analogue aux matières premières de même nature en tout ce qui concerne leur conditionnement et la protection contre les fuites accidentelles ;

CONSIDÉRANT que les conditions de stockage temporaire des déchets liquides, observées lors de la visite d'inspection du 27 juin 2018, ne permettent pas de considérer que les milieux susceptibles d'être exposés à une fuite accidentelle (*ex. : milieux sols et eaux superficielles, voire souterraines*) sont suffisamment préservés par les mesures retenues par l'exploitant en l'absence de dispositifs de rétentions, de dispositions constructives suffisantes ou d'aménagements adéquats pour limiter le risque de lixiviation des déchets ;

CONSIDÉRANT que le local de stockage des déchets abrite des déchets et des substances/mélanges liquides en grandes quantités susceptibles de présenter un risque « incendie » (*marquage solvants et pictogramme « flamme »*) et qu'il n'a pas été observé dans ce local ou à proximité immédiate de dispositions particulières en matière de prévention ou de lutte contre l'incendie (*ex. : extincteurs, détecteurs de fumées, rétention des eaux d'extinction ou des liquides épandus...*) ;

CONSIDÉRANT que le stockage des déchets « de casse » (*ex. : refus de production*) est réalisé à même le sol sans dispositions particulières pour les protéger des aléas météoriques ;

CONSIDÉRANT que cette situation n'est pas de nature à garantir que le stockage temporaire des déchets est fait dans des conditions qui ne portent pas, ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions il est nécessaire que l'exploitant prenne les mesures nécessaires pour que les conditions de stockage temporaires de ses déchets ne soient pas de nature à porter atteinte, ou risquer de porter atteinte, à l'environnement ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 06 janvier 1983 susvisé qui prévoient : que toutes dispositions doivent être prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection, de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci ;

CONSIDÉRANT que le local de stockage, des déchets et de produits neufs sous forme liquide, ne dispose pas de dispositions particulières pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion dont les effets auraient des conséquences sur les milieux susceptibles d'être exposés (*milieux « sol », « eaux » et « atmosphère »*) ;

CONSIDÉRANT que cette situation démontre que les dispositions de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 06 janvier 1983 susvisé ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions il est nécessaire que l'exploitant prenne les mesures nécessaires pour prévenir les risques « d'incendie » et « d'explosion » du local, servant au stockage de déchets et produits sous forme liquide, de manière proportionnée à la nature et aux effets des conséquences redoutées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 6 janvier 1983 susvisé qui prévoient :

- qu'un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, sprinklers en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation.
- que les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet.
- ces installations doivent être complétées par des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques.

CONSIDÉRANT que les robinets d'incendie armés (*RIA*) présents sur le site ne sont pas entretenus, contrôlés, ou en état de fonctionnement sans que l'exploitant n'ait justifié cette situation en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation ;

CONSIDÉRANT que les robinets d'incendie armés doivent être complétés d'extincteurs dont la répartition judicieuse n'est pas avérée (*absence au niveau du local « déchets » susceptible de présenter un risque d'incendie*) et dont le fonctionnement d'une partie de ces derniers reste à contrôler ;

CONSIDÉRANT que cette situation démontre que le respect des dispositions de l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral n° 83-7 du 6 janvier 1983 susvisé n'est pas justifié ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions il est nécessaire que l'exploitant prenne les dispositions nécessaires pour mettre à niveau les mesures de maîtrise du risque « incendie » qui lui sont imposées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 11-02867 du 14 juin 2011 susvisé qui prévoient : que l'exploitant est tenu de procéder à la recherche de substances dangereuses susceptibles d'être émises par ses activités dans l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les démarches nécessaires pour honorer les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 11-02867 du 14 juin 2011 ont été engagées ;

CONSIDÉRANT que cette situation démontre que les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 11-02867 du 14 juin 2011 susvisé ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions il est nécessaire que l'exploitant engage les mesures nécessaires pour procéder à la recherche de substances dangereuses potentiellement émises par l'exploitation de ses activités dans l'environnement ;

CONSIDÉRANT alors que la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, prévue à l'article L. 181-3 du même code, n'est pas démontrée ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, notamment en mettant en demeure l'exploitant de remédier à ces situations ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société « FAYENCERIE DE DIGOIN » SAS dont le siège social est situé au 28, rue de la Faïencerie – 71160 DIGOIN, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes :

I – Dans un délai d'un mois (1 mois) à compter de la notification du présent arrêté :

- de transmettre un devis détaillé et chiffré concernant l'enlèvement et le traitement de l'intégralité des déchets dangereux (*local de stockage des fûts de 200 litres et des gros récipients pour vrac d'1 m³*) et non dangereux (*refus de production - « casse »*) mis en évidence lors de l'inspection du 27 juin 2018 ;
- d'actualiser le plan du site où sont identifiées les zones de dangers de l'établissement (*plan de zonage des dangers*) pouvant présenter un risque « d'incendie », « d'explosion », de « déversement accidentel » et tout autre risque redouté ;
- de transmettre un devis détaillé et chiffré concernant la réalisation des campagnes de recherche de substances dangereuses dans l'environnement, la réalisation d'un rapport de synthèse de la surveillance et la transmission des informations tels que prévus par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2011 susvisé.

II – Dans un délai de deux mois (2 mois) à compter de la notification du présent arrêté :

- de procéder au stockage temporaire des déchets et produits neufs dans des conditions ne portant pas atteinte, ou ne risquant pas de porter atteinte, à l'environnement en procédant notamment :
 - à la mise en place de mesures techniques (*ex : benne étanche couverte, abri en dur aménagé, autres dispositions offrant un niveau de garanti équivalent à l'objectif recherché*) garantissant la protection des sols et des milieux « eau » dans le cadre de l'exploitation des zones dédiées et délimitées au stockage temporaire des déchets issus des refus de production (« casse ») dont les caractéristiques seront communiquées aux services de l'inspection (*localisation, surface, volume maximum stocké sur site ; descriptif des mesures retenues pour préserver l'environnement*) ;
 - à la mise à l'abri des intempéries, sur rétentions, au droit de zones dédiées et délimitées et dont les caractéristiques seront communiquées aux services de l'inspection (*localisation, surface, nombre de conteneurs, volume maximum stocké sur site*), l'ensemble des déchets dangereux stockés temporairement et produits neufs sous forme liquide. Les zones réservées aux produits neufs seront distinctes (*matérialisées*) de celles réservées au stockage temporaire des déchets dangereux en prenant en considération d'éventuelles règles d'incompatibilité des produits et déchets entre eux.
- de mettre à niveau les moyens de prévention et de protection contre les risques « d'incendie », « d'explosion », de « déversement accidentel » et tout autre risque redouté conformément aux résultats de l'analyse menée lors de l'élaboration du plan de zonage des dangers et des moyens nécessaires pour prévenir et/ou lutter contre les risques identifiés de manière proportionnée aux conséquences redoutées.

III – Dans un délai de trois mois (3 mois) à compter de la notification du présent arrêté :

- de transmettre un dossier de porter à connaissance, comportant l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires, dressant la situation administrative actualisée de l'établissement au titre de la législation s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement [descriptif détaillé et positionnement des installations, activités, substances au regard des rubriques de la nomenclature selon les critères définis par la réglementation (*ex. : quantités, volumes, surfaces, puissances, capacités ...*)], éléments justifiant la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 513-1 du code de l'environnement (*déclaration d'antériorité*), position des installations au titre de l'article R 516-1-5° du code de l'environnement (*établissement, voire constitution de garanties financières et changement d'exploitant potentiellement soumis à autorisation préfectorale*) ;

- de procéder à l'élimination des déchets liquides et solides ne pouvant pas être stockés temporairement dans des conditions ne portant pas atteinte, ou ne risquant pas de porter atteinte, à l'environnement telles qu'arrêtées au sein de l'établissement ;
- de justifier de l'engagement des campagnes de recherche de substances dangereuses dans l'environnement en transmettant le planning prévisionnel des 6 campagnes de mesures et l'accusé de réception, délivrés par le prestataire retenu, de la commande signée.

IV – Dans un délai de douze mois (12 mois) à compter de la notification du présent arrêté :

- de justifier du respect de l'intégralité des prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2011.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où la mise en demeure ne serait pas respectée, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de ce même article.

ARTICLE 3 – MESURES DE PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de DIGOIN et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de DIGOIN pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de DIGOIN. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pour une durée identique.

ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, la sous-préfète de Charolles, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de la commune de DIGOIN, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Mâcon, le 10 OCT. 2018

Le préfet



Jérôme GUTTON